
ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme *Lauréat du Premier prix International des Droits de l'Homme de l'Association d'Espagne pour les Droits de l'Homme*

Numéro 148, Avril 2022

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires.

En 2010, *Politorbis*, la revue du Département fédéral suisse des affaires étrangères, a publié un tableau illustrant un cadre conceptuel pour traiter du passé. Il a identifié quatre questions principales qui doivent être traitées dans une période de justice transitionnelle : le droit de savoir, le droit à la justice, le droit à réparation et une garantie de non-répétition. Cette formulation était si explicative qu'elle a été utilisée depuis lors dans les discussions sur les besoins d'une période de transition. (Jonathan Sisson, "Un cadre conceptuel pour gérer le passé", *Politorbis* 50, https://www.ihrb.org/pdf/Politorbis_50_Dealing_with_the_Past.pdf)

Et maintenant l'Ukraine. Certes, elle n'est pas encore dans une période de transition post-conflit. Mais nous pouvons regarder les nouvelles provenant de cette terre déchirée par la guerre et voir comment ce cadre pourrait être appliqué. Voici quelques exemples datant d'avril :

Pertes civiles. Dans une interview avec *PassBlue*, le chef de la Mission de surveillance des droits de l'homme de l'ONU en Ukraine a souligné qu'elle "enregistre des victimes civiles en Ukraine depuis 2014" lorsque la Russie a envahi la Crimée. La Mission recueille "des informations provenant d'un large éventail de sources qui sont évaluées en fonction de leur crédibilité et de leur fiabilité, y compris des entretiens avec des victimes et des témoins, des images satellite, des informations officielles, des informations et des rapports de source ouverte". Il documente "les victimes civiles, les dommages aux infrastructures, la torture et les mauvais traitements et d'autres violations graves des droits de l'homme". Au 28 avril à minuit, elle avait enregistré 6 134 victimes civiles, dont 2 899 tuées (dont 210 enfants) et 3 235 blessées (dont 309 enfants), rapporte *euromaiden*. https://www.passblue.com/2022/04/21/the-un-human-rights-team-in-ukraine-recording-the-hardship-that-people-are-going-through/?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=3987795e19-RSS_PassBlue&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-3987795e19-55008469; <https://mailchi.mp/c2a5ab98591c/russo-ukrainian-war-day-14973773?e=6aa3678926>

Personnes disparues. La Commission internationale des personnes disparues (ICMP) est en train de construire une "base de données centrale répertoriant les preuves et l'identité des personnes disparues", a rapporté *AP*. Le directeur général de l'ICMP a déclaré qu'il souhaitait s'assurer que les sites étaient correctement fouillés "pour identifier les restes mortels afin que des preuves puissent être fournies à l'avenir à des fins de procès pénal, non seulement potentiellement à la CPI, mais aussi potentiellement au sein des tribunaux nationaux en Ukraine" et "sont correctement documentés, la chaîne de possession appropriée est obtenue". L'ICMP a "un portail en ligne où les gens ... peut signaler anonymement l'emplacement des corps et aidera les membres de la famille des disparus à fournir des échantillons d'ADN pour aider à les identifier". Interrogée sur les allégations selon lesquelles il y aurait eu des évacuations forcées vers la Fédération de Russie, la Mission de surveillance des Nations Unies a déclaré le 21 avril : "Jusqu'à présent, le HCDH n'a pas été en mesure de corroborer une base factuelle d'évacuations forcées et continuera de surveiller la situation, d'examiner allégations et publier ses conclusions". https://apnews.com/article/russia-ukraine-kyiv-business-europe-the-hague-4a3671e63feca6a7743a4353f6bf03a4?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=Russia-Ukraine&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

Cyberguerre contre les individus. À la veille de l'invasion du 24 février, les systèmes électroniques du ministère de l'Intérieur ont été piratés (il supervise la police, la garde nationale et la patrouille des frontières) et, en janvier, la "base de données nationale des polices d'assurance automobile a été perquisitionnée lors d'une opération de diversion", cyberattaque qui a dégradé les sites Web ukrainiens", a rapporté AP. Les piratages ont fourni "de nombreux détails sur une grande partie de la population ukrainienne" que "la Russie peut utiliser pour identifier et localiser les Ukrainiens les plus susceptibles de résister à une occupation, et potentiellement les cibler pour l'internement ou pire". Le Service d'État ukrainien pour les communications spéciales et la protection de l'information a déclaré que juste avant l'invasion, "les pirates informatiques au service de l'armée russe [étaient] de plus en plus ciblés sur des Ukrainiens individuels". https://apnews.com/article/russia-ukraine-technology-business-border-patrols-automobiles-fa3f8e07e51bcdf81bac8a40c4da141?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=April30_Weekend_Reads&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

Destruction et pillage de biens culturels. La guerre a causé des destructions et des dégâts massifs aux logements et aux infrastructures de toutes sortes. Mais les dommages causés aux biens culturels sont particuliers car une grande partie de la justification de la guerre a été l'insistance du président russe Poutine sur le fait qu'il existe une "unité historique des Russes et des Ukrainiens", qu'il n'y a pas de culture ukrainienne distincte et que l'Ukraine doit être nettoyée de influences nazies. Sa rhétorique expose la dimension culturelle de l'invasion et alimente la résistance à celle-ci.

https://en.wikisource.org/wiki/On_the_Historical_Unity_of_Russians_and_Ukrainians

Dans une interview, le directeur du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a souligné qu'en 2017, le Conseil de sécurité de l'ONU "avait adopté à l'unanimité la résolution 2347 qui, pour la première fois, faisait de la protection du patrimoine culturel un impératif de sécurité et condamnait la destruction délibérée de biens culturels comme un crime de guerre". *Geneva Solutions* a déclaré qu'au 20 avril, "les dommages ou la destruction de près de 100 sites culturellement importants en Ukraine ont été vérifiés" par l'UNESCO. Cependant, le 19 avril, le ministère de la Culture a déclaré qu'il avait "déjà enregistré 200 sites du patrimoine culturel endommagés", a rapporté *euromaidan*. https://genevasolutions.news/peace-humanitarian/unesco-deliberate-destruction-of-ukraine-s-cultural-heritage-could-be-considered-a-war-crime?utm_source=newsletter&utm_medium=email

<https://euromaidanpress.com/>

"Les services de renseignement militaires ukrainiens ont rapporté le 24 mars que les troupes d'occupation russes dans le pays confisquaient des livres et d'autres documents que le gouvernement russe a jugés "extrémistes"", a écrit *RFL/RL* le 10 avril. Les troupes "ont toute une liste de noms qui ne peuvent pas être mentionnés" dans les titres des livres. *RFE/RL* a également rapporté que "selon des responsables ukrainiens, les bâtiments des archives de l'État à Kharkiv, Mykolayiv et Lysychanck ont été la cible de bombardements russes" et "les archives du SBU (l'agence de sécurité ukrainienne) à Tchernihiv ont brûlé après avoir été ciblées, avec la perte de quelque 12 000 dossiers de documents du KGB sur les répressions en Ukraine". <https://www.rferl.org/a/russia-ukraine-destroying-identiy-putin-historians/31795956.html>

Écrivant sur Twitter le 22 avril, le premier vice-ministre ukrainien des Affaires étrangères a déclaré : " Les envahisseurs russes pillent les archives et les fonds culturels des musées de Mariupol. Ils emmènent tout à Donetsk occupé, puis, après évaluation, envoient le plus précieux". Merci à Andras Riedlmayer pour ces informations <https://twitter.com/EmineDzheppar/status/1518968365347479552?ext=HHwWgIC9mcbrupQqAAAA>

De nombreux efforts sont déployés pour collecter des preuves en vue d'une utilisation future dans les processus de justice transitionnelle.

Le ministère ukrainien des Affaires étrangères a annoncé qu'il avait créé, avec des partenaires, une ""archive en ligne des crimes de guerre russes en Ukraine", a rapporté *euromaidan*. "Le site documente les crimes de guerre commis par l'armée russe en Ukraine lors de l'invasion à grande échelle du 24 février 2022. Les crimes sont divisés en 7 catégories : (1) Meurtre d'innocents, (2) Attaques contre des civils ou des biens de caractère civil, (3) Destruction de colonies, (4) Otages et torture, (5) Déportation illégale, (6) Attaques contre la religion et la culture, et (7) Viol. Pendant ce temps, les enquêteurs du Bureau d'enquête d'État documentent les crimes de l'occupation russe, a également rapporté *euromaidan*, notamment l'utilisation de munitions interdites par la Convention de Genève, la cruauté injustifiée et l'extermination massive de la population. <https://euromaidanpress.com/>

Le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale a signé un accord pour faire partie d'une équipe d'enquête conjointe avec Eurojust, l'Agence de l'Union européenne pour la coopération en matière de justice pénale, et la Lituanie, la Pologne et l'Ukraine "afin de faciliter les enquêtes et la coopération judiciaire internationale" et "rassembler efficacement des preuves sur les principaux crimes internationaux commis en Ukraine et traduire les responsables en justice".

<https://www.eurojust.europa.eu/news/icc-participates-joint-investigation-team-supported-eurojust-alleged-core-international-crimes>

Des groupes non gouvernementaux travaillent également activement pour préserver les preuves. Mnemonic, une ONG, a un logiciel "qui télécharge les publications sociales de différentes plateformes et génère un hachage cryptographique pour montrer que le matériel n'a pas été modifié". Ce logiciel est utilisé par une équipe de volontaires dans l'ouest de l'Ukraine "qui rassemble des documents en ligne et contacte également les témoins d'atrocités présumées pour recueillir des témoignages", a rapporté *WIRED*. Bellingcat, l'ONG médico-légale, "alimente également des liens de messages ukrainiens qui méritent une enquête plus approfondie vers Mnemonic". https://www.wired.com/story/open-source-russia-war-crimes-ukraine/?bxiid=5e48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_041122&utm_mailing=WIR_Daily_041122&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P6

"Des centaines d'historiens, de bibliothécaires et d'informaticiens du monde entier ont uni leurs forces ... pour former une armée en ligne pour tout sauvegarder, des sites Web aux bibliothèques, avant que les bâtiments et les serveurs ne soient touchés", a écrit la Fondation Thomson Reuters. L'un des groupes les plus actifs est *Saving Ukrainian Cultural Heritage Online* (SUCHO), qui préserve "les sites Web et le contenu numérique à risque, avec l'aide d'environ 1 200 bénévoles". SUCHO a souligné que "ces enregistrements numériques pourraient être utilisés pour documenter des crimes de guerre potentiels, par exemple, si des objets catalogués étaient pillés ou détruits". *L'American Folklore Society* (AFS), une ONG américaine, "fournit des liens de stockage en nuage individuels" pour les documents de culture populaire détenus par les musées, les universitaires et les particuliers en Ukraine. AFS a déclaré que "le matériel qu'ils reçoivent est souvent jonché de logiciels malveillants, ce qui prend du temps à être effacé". <https://news.trust.org/item/20220425155755-jvh6k/>

Retrouver les disparus, tenir les auteurs pour responsables, exiger des réparations pour les dommages et les destructions : des dossiers sur tout cela sont en cours de création. Il est essentiel de préserver les preuves recueillies et de garantir leur validité en tant que preuves juridiques. C'est une guerre contre l'histoire, et l'histoire de la guerre doit être préservée.

Nouvelles SADH. Le prochain *First Tuesday Talk* aura lieu le 7 juin, quand Adama Aly Pam parlera de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Togo : "Des archives de la terreur aux archives de la douleur : une expérience africaine". En français, pas de traduction. Les conférences précédentes sont disponibles <https://www.youtube.com/playlist?list=PLru9FNsjTJG55cSmywZGbUmK62Cb7KmbL>

Nouvelles internationales.

Conseil de l'Europe. Les statistiques pénales annuelles 2021 du Conseil compilées par l'Université de Lausanne, en Suisse, ont déclaré que les pays européens ayant les taux d'incarcération les plus élevés étaient la Russie (328 détenus pour 100 000 habitants) et la Turquie (325), contre une médiane européenne de 102 détenus par 100 000 habitants. Les données proviennent de 49 administrations pénitentiaires européennes, a rapporté *BIRN*. <https://balkaninsight.com/2022/04/05/after-russia-turkey-is-europes-largest-jailer-report-says/>

Commission européenne/États-Unis. La Commission et les États-Unis ont annoncé un accord "de principe sur un nouveau cadre transatlantique de confidentialité des données, qui favorisera les flux de données transatlantiques". Le cadre "marque un engagement sans précédent de la part des États-Unis à mettre en œuvre des réformes qui renforceront les protections de la vie privée et des libertés civiles applicables aux activités américaines de renseignement électromagnétique". Pour le contexte, voir Nouvelles SADH, Juillet 2020. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_2087

Union européenne. L'Union européenne a adopté une loi sur les services numériques, qu'Amnesty International a qualifiée de “moment historique dans l'histoire de la réglementation d'Internet”. La loi exige que “les plates-formes Big Tech – y compris Facebook et Instagram (propriété de Meta) et YouTube (propriété de Google) – évaluent et gèrent les risques systémiques posés par leurs services, tels que l'incitation à la haine et la propagation de la désinformation” ainsi que donnant “aux chercheurs tiers, y compris la société civile, l'accès aux données de la plate-forme et des informations sur leurs “boîtes noires” algorithmiques pour assurer un examen et une responsabilité accrues”. Merci à Giulia Barrera pour l'information. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/04/european-union-digital-services-act-agreement-a-watershed-moment-for-internet-regulation/>; https://ec.europa.eu/info/digital-services-act-ensuring-safe-and-accountable-online-environment_en

“Le plus haut tribunal de l'Union européenne a statué ... que l'association allemande de protection des consommateurs pourrait tenter une action en justice contre la société mère de Facebook, Meta, au sujet de la confidentialité des données. Le verdict de la Cour de justice de l'Union européenne “signifie que la Fédération des organisations de consommateurs allemandes peut demander une injonction contre Meta Platforms Ireland devant un tribunal allemand”, a rapporté *l'Economic Times*. <https://economictimes.indiatimes.com/tech/technology/eu-court-rules-against-meta-over-german-consumer-body-challenge/articleshow/91148547.cms?from=mdr>

Cour internationale de Justice. La Cour a jugé que la Colombie avait violé les “droits souverains et la juridiction” du Nicaragua dans la zone économique maritime “exclusive” du Nicaragua. La Cour a rendu un arrêt le 19 novembre 2012 sur la zone maritime nicaraguayenne ; par la suite, le président colombien et d'autres hauts responsables ont déclaré dans “diverses déclarations” qu'ils rejetaient l'arrêt de la Cour. La Cour a également demandé aux deux gouvernements de mettre les lignes de base de leurs zones maritimes “en conformité avec le droit international coutumier”. <https://www.icj-cij.org/public/files/case-related/155/17806.pdf> ; <https://www.icj-cij.org/public/files/case-related/155/17806.pdf>

Cour pénale internationale (CPI). Le procès d'Abd-Al-Rahman s'est ouvert. Il est accusé de “31 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité qui auraient été commis au Darfour, au Soudan, entre août 2003 et au moins avril 2004”. Il s'agit du premier procès de la CPI à se concentrer sur le Darfour, sur la base d'un renvoi à la CPI par le Conseil de sécurité de l'ONU le 31 mars 2005. Dans sa déclaration liminaire, le procureur a montré “un montage” de dix clips vidéo, y compris des clips commerciaux et de l'ONU, images, soulignant qu’elles ne sont pas présentées pour la véracité de leur contenu, ce n'est pas une preuve, c'est simplement pour fournir un contexte quant à ce qui était dans l'esprit des membres du Conseil de sécurité qui a obligé un renvoi aussi mouvementé à cette cour”. <https://www.icc-cpi.int/news/abd-al-rahman-trial-opens-international-criminal-court> ; <https://www.icc-cpi.int/news/statement-icc-prosecutor-karim-aa-khan-qc-opening-trial-case-prosecutor-v-ali-muhammad-ali-abd>

Tribunal résiduel pour la Sierra Leone. Le tribunal résiduel, grâce aux fonds d'Affaires mondiales Canada, “a pu préserver les archives publiques du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL), les rendant disponibles et accessibles aux générations présentes et futures en Sierra Leone et aux chercheurs invités de l'étranger. Les documents sont conservés au Musée de la paix de la Sierra Leone sur l'ancien site du Tribunal spécial, et la subvention a permis d'apporter des améliorations au Musée afin d'améliorer les conditions de stockage des archives du TSSL et de la Commission Vérité et Réconciliation (TRC)”. Merci à Andreas Nef pour le lien. <http://www.rscsl.org/Documents/Press/2022/pressrelease-033122.pdf>

Nations Unies. Un dossier du service de renseignement français (SDECE) daté de juillet 1961, maintenant aux Archives nationales de France, contenait une copie d'un document appelant à la mort du secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld, a rapporté *PassBlue*. Il a apparemment été écrit par un membre d'un groupe paramilitaire dissident français d'extrême droite opposé à l'indépendance de l'Algérie et au régime du président Charles de Gaulle. https://www.passblue.com/2022/04/14/the-missing-link-in-a-un-cold-case-a-french-death-warrant-against-dag-hammarskjold-comes-to-light/?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=0c39b6929a-RSS_PassBlue&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-0c39b6929a-55008469

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a publié son deuxième rapport majeur. “En cours depuis cinq ans et rédigé par des experts de l'utilisation des terres et des écosystèmes de 21 organisations, le rapport arrive à des conclusions qui donnent à réfléchir, notamment que jusqu'à 40% des terres de la planète sont déjà dégradées, affectant la moitié des personnes vivantes

aujourd'hui", a rapporté *Inside Climate News*. L'auteur du rapport a déclaré que "le système alimentaire mondial est responsable de 80% de la déforestation mondiale, de 70% de l'utilisation de l'eau douce et est le plus grand moteur de la perte de biodiversité terrestre". Il recommande à la fois la restauration des terres et les consommateurs "s'éloignent des régimes alimentaires à base de bétail à forte intensité de ressources qui sont responsables d'émissions de carbone plus élevées". <https://www.unccd.int/resources/global-land-outlook/overview>; https://insideclimatenews.org/news/27042022/agriculture-land-report/?utm_source=InsideClimate+News&utm_campaign=d98ae9b59f-&utm_medium=email&utm_term=0_29c928ffb5-d98ae9b59f-328765186

Organisation mondiale de la santé (OMS). "Dans sa plus grande publication de données sur la qualité de l'air jamais réalisée, l'OMS a constaté que la plupart de la population mondiale respire des niveaux dangereux de polluants atmosphériques - en particulier les particules fines (PM2,5) et le dioxyde d'azote (NO2) - qui provoquent un excès de maladies et les décès prématurés dus aux maladies respiratoires, ainsi qu'aux maladies cardiovasculaires et aux cancers", a rapporté *Health Policy Watch*. Pour l'évaluation, l'OMS "a analysé les données sur la qualité de l'air à partir d'images et de mesures satellites, ainsi que les données de surveillance au sol collectées dans 6 000 villes et agglomérations à travers le monde". Cependant, les données de l'Inde, l'une des régions les plus polluées du monde, ont été supprimées de la base de données nouvellement publiée (elles peuvent être trouvées dans d'autres sources), tandis que les données de l'Afrique "semblent datées et inégales" et les données israéliennes datent de sept ans. <https://healthpolicy-watch.news/south-east-asia-africa-and-middle-east-are-air-pollution-hot-spots-whos-largest-ever-data-release/>; <https://healthpolicy-watch.news/exclusive-report-who-deleted-indias-air-pollution-data-from-its-new-air-quality-database-why/>

Dans une affaire déposée pour la première fois en 2018 à Miami, en Floride, aux États-Unis, plusieurs médecins cubains "qui ont échappé à la mission médicale au Brésil" ont poursuivi l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), le bras de l'OMS dans les Amériques, pour avoir facilité les paiements du Brésil à Cuba pour leurs services, a rapporté le *Miami Herald*. "Pour éviter la surveillance du Congrès brésilien, les responsables brésiliens ont fait appel à l'OPS pour faciliter le paiement, selon des documents du gouvernement brésilien", avec 85 % des 1,3 milliard de dollars envoyés au gouvernement cubain, 10 % aux médecins et 5 % à l'OPS (environ 75 millions de dollars). Maintenant, la Cour d'appel des États-Unis pour le district de Columbia (l'OPS est située à DC) a statué que le procès pouvait se poursuivre, affirmant que l'OPS "avait perdu ses protections d'immunité en tant qu'entité étrangère en se livrant prétendument à des" activités commerciales "dans son rôle de financier" intermédiaire dans un système présumé de travail forcé au Brésil. Le procès allègue également que "les autorités cubaines, et parfois des représentants du gouvernement cubain travaillant pour l'OPS, ont contrôlé le mouvement des médecins et ont saisi leurs documents de voyage". <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/cuba/article260136885.html>

Nouvelles mondiales/générales.

Archives du monde des affaires. Le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Honduras a ordonné à *Minerales de Occidente Sociedad Anonima* (MINOSA), une filiale de la société canadienne *Aura Minerals*, de suspendre l'exploitation de l'or à ciel ouvert à la mine de San Andres. Une veine d'or "s'étend jusqu'à un cimetière où sont enterrés des membres des groupes ethniques Maya Chorti", et un avocat représentant les habitants a déclaré que "la MINOSA a exhumé des cadavres du panthéon vieux de près de 200 ans". L'ordre du ministère, vu par Reuters, a non seulement ordonné la suspension de l'activité, mais a également déclaré que "l'entreprise doit prouver qu'elle a l'autorisation légale d'exhumer les corps avant de reprendre les activités sur le site". [https://www.swissinfo.ch/eng/honduras-orders-aura-minerals-subsidiary-to-suspend-gold-mining-at-indigenous-cemetery/47478742#:~:text=TEGUCIGALPA%20\(Reuters\)%20%2D%20Honduran%20authorities,the%20suspension%20in%20a%20statement](https://www.swissinfo.ch/eng/honduras-orders-aura-minerals-subsidiary-to-suspend-gold-mining-at-indigenous-cemetery/47478742#:~:text=TEGUCIGALPA%20(Reuters)%20%2D%20Honduran%20authorities,the%20suspension%20in%20a%20statement)

En mars 2020, deux ONG basées en Suisse, TRIAL International et Public Eye, ont publié un rapport alléguant que la société de Zoug, en Suisse, Kolmar Group AG "avait acheté ... a introduit en contrebande du gasoil depuis la Libye en 2014 et 2015, une période qui a coïncidé avec la seconde guerre civile libérienne. TRIAL International a analysé les preuves recueillies au cours de l'enquête et a conclu que le commerçant suisse pourrait avoir été complice du crime de guerre de pillage. Les preuves comprenaient, entre autres, les virements bancaires, les données de suivi des navires et les certificats

d'origine. Les ONG ont déposé une “dénonciation pénale” et le ministère public de la Confédération a ouvert une procédure pénale. Le résultat est loin d'être certain : “aucun État n'a jamais condamné un acteur économique pour pillage depuis la Seconde Guerre mondiale”. <https://trialinternational.org/latest-post/plundering-of-libyan-fuel-war-crimes-proceedings-opened-in-case-involving-swiss-trading-company/>

En 2009, l'Association Internationale de l'Étain a mis en place l'Initiative Internationale la chaîne d'approvisionnement d'étain (ITSCI), qui “vise à fournir une chaîne de contrôle fiable des minerais qui ne sont pas liés au travail des enfants ou à l'influence de groupes armés ou de l'armée”. *Global Witness*, l'ONG basée au Royaume-Uni, a rapporté qu'ITSCI “semble plutôt faciliter le blanchiment de minerais” et “est également utilisé pour blanchir d'énormes quantités de minerais qui ont été passés en contrebande et faisant l'objet d'un trafic”. Le rapport “est fondé sur des recherches sur le terrain dans plus de 10 zones minières des provinces du Nord et du Sud-Kivu [en République démocratique du Congo], des entretiens avec plus de 90 personnes issues des gouvernements, de l'industrie, de la société civile et du milieu universitaire et des dizaines de vidéos enregistrées par des chercheurs locaux”. De nombreuses recommandations du rapport impliquent des données meilleures et plus publiques sur les chaînes d'approvisionnement minières. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/natural-resource-governance/itsci-laundromat/>

Le Centre de Ressources des Affaires et des Droits de l'Homme a ouvert un *Transition Minerals Tracker* qui capture les allégations rapportées publiquement depuis 2010 “d'atteintes à l'environnement et aux droits de l'homme contre des entreprises qui exploitent un ou plusieurs des six minéraux suivants : cobalt, cuivre, lithium, manganèse, nickel et zinc”. https://www.business-humanrights.org/en/from-us/transition-minerals-tracker/?utm_source=wu&utm_medium=wuemail&utm_campaign=TMT2021&utm_content=email

Abus sexuel d'enfant. “Les données de l'association britannique pour la sécurité des enfants, *Internet Watch Foundation* (IWF), montrent que 252 194 URL contenant des images d'abus sexuels sur des enfants” ont été trouvées en ligne au cours des 12 derniers mois. “C'est une augmentation de 64% par rapport à 2020”, a rapporté *WIRED*. <https://www.wired.com/story/child-abuse-hosting-us-increase/>

Changement climatique. Des chercheurs de l'ONG *World Weather Attribution* ont déclaré que “le réchauffement climatique d'origine humaine a intensifié la pluie” de cinq tempêtes tropicales qui ont ravagé Madagascar et le sud-est de l'Afrique en février et mars 2022, tuant au moins 310 personnes, détruisant plus de 45 000 maisons et déplaçant environ un demi-million de personnes, a rapporté *Inside Climate News*. Les chercheurs ont déclaré que leur “analyse des tempêtes a été entravée par un manque de données météorologiques pour cette partie de l'Afrique”. L'un des auteurs a déclaré : “Madagascar est également un rappel des impacts négatifs que la guerre peut avoir sur le climat et l'environnement, car la plupart des stations météorologiques qui pourraient fournir des données fiables sur les extrêmes climatiques ont été détruites pendant les 16 années de guerre civile de ce pays et n'ont pas été remplacés”. https://insideclimatenews.org/news/12042022/global-warming-indian-ocean-tropical-storms-attribution/?utm_source=InsideClimate+News&utm_campaign=c5717f835a-&utm_medium=email&utm_term=0_29c928ffb5-c5717f835a-328765186

Droits de l'homme. L'ONG néo-zélandaise *Human Rights Measurement Initiative* (HRMI) a publié un rapport intitulé “L'effet de la pandémie de COVID-19 sur les pratiques en matière de droits de l'homme : résultats de l'enquête 2021 auprès des praticiens de l'Initiative de mesure des droits de l'homme”. En interrogeant des personnes travaillant pour des ONG de défense des droits de l'homme ou des ONG internationales (ONGI), des avocats spécialisés dans les droits de l'homme, des journalistes couvrant les questions relatives aux droits de l'homme et des personnes travaillant pour des institutions nationales de défense des droits de l'homme dans 39 pays, les données ont montré - sans surprise - que 2020 n'était pas une bonne année pour les droits civils et politiques. Toutes les données sont disponibles sur le site de l'HRMI. <https://stephenbagwell.files.wordpress.com/2022/04/pandemic-page-proofs.pdf>

Archives médicales. “L'Institut de virologie de Wuhan [Chine] [WIV] a le droit de demander à un laboratoire partenaire aux États-Unis de détruire toutes les archives de leur travail, selon un document légal obtenu par U.S. Right to Know”, une ONG. Le laboratoire de Wuhan a été au centre des questions sur les origines du COVID-19. Le partenaire américain, *Galveston National Laboratory*, fait partie de l'Université du Texas et reçoit un financement fédéral, soumettant les dossiers aux “obligations applicables de la loi sur l'information publique, y compris la préservation de toute la documentation de

ses recherches et découvertes”, a déclaré un porte-parole de l'université. L'accord pourrait “saper les affirmations selon lesquelles le WIV ne supprimerait jamais les archives”. https://usrtk.org/biohazards-blog/wuhan-iab-can-delete-data/?fbclid=IwAR2ZpE8TodQ4aBYXkXMua6FsJdbdlQYQGtl-zayYrKO_8KRBF4H-3cD46KQ

Pivot Magazine, une publication de Comptables professionnels agréés du Canada, a déclaré que les entreprises de soins de santé sont quatre fois plus susceptibles d'être ciblées par le piratage et les violations que toute autre industrie. “Selon *Becker's Hospital Review*, les informations médicales du patient peuvent valoir entre 10 et 40 fois plus qu'un numéro de carte de crédit sur le marché noir”. <https://www.cpacanada.ca/en/news/pivot-magazine/2022-04-25-cybersecurity-risks>

Des chercheurs du Royaume-Uni ont entrepris d'étudier la relation entre le poids à la naissance et l'exposition à la fois à la pollution atmosphérique et sonore du trafic routier. Ils ont utilisé les données de l'Office pour les Statistiques Nationales du Royaume-Uni relatives à 671 509 “naissances célibataires” dans la région du Grand Londres et les données du *National Health Service* sur le nombre de bébés et les ont comparées aux données du recensement de 2011 et aux données sur les émissions du *London Atmospheric Emissions Inventory*, *Environmental Noise Cartographie* directive et données sur le bruit de l'aéroport d'Heathrow de l'Autorité de l'aviation civile. Ils ont rapporté dans le *British Medical Journal* : “Les résultats suggèrent que la pollution de l'air provenant du trafic routier à Londres affecte négativement la croissance du fœtus. Les résultats suggèrent peu de preuves d'un effet exposition-réponse indépendant du bruit lié à la circulation sur le poids à la naissance”. <https://www.bmj.com/content/359/bmj.j5299>

Migration. L'ONG *Washington Office on Latin America* (WOLA) a ouvert une base de données qui rassemble “plus de 200 exemples” et “près de 300 rapports de sources gouvernementales officielles, d'ONG et de médias depuis 2020” d'atteintes présumées aux droits de l'homme le long de la frontière américano-mexicaine aux mains de la police des frontières américaine. <https://borderoversight.org/?emci=df82f316-38c6-ec11-997e-281878b83d8a&emdi=8e5b73e9-18c7-ec11-997e-281878b83d8a&ceid=8788546>

Technologie. *L'Irish Times* a rapporté : “Le programme controversé de logiciel espion commercial Pegasus a été découvert sur des téléphones portables piratés appartenant à quatre défenseurs des droits de l'homme en Jordanie”, selon une analyse de l'ONG irlandaise *Front Line Defenders* et de l'ONG canadienne de criminalistique numérique *Citizen Lab*. Deux des personnes piratées étaient des femmes journalistes ; les ONG ont déclaré que les femmes sont “disproportionnellement vulnérables aux préjudices en ligne, au chantage et aux actes de violence liés au numérique ou à la violence sexiste facilitée par la technologie, en particulier dans les pays où la misogynie est prononcée”. <https://www.irishtimes.com/news/world/spyware-pegasus-found-on-hacked-mobile-phones-of-four-human-rights-defenders-1.4845068>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Algérie/France. Le magazine français *XXI* a publié des témoignages d'anciens militaires français qui ont combattu pendant la guerre d'Algérie (1956-1962) sur l'utilisation d’“armes spéciales”, comme l'agent chimique diphénylchloroarsine, contre les grottes et autres abris souterrains utilisés par les Armée Algérienne de Libération Nationale (ALN). Après la publication, des historiens et le président de l'association Josette et Maurice l'Audin ont appelé à la publication des archives de la “guerre des cavernes” de l'armée française, a rapporté *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/04/13/guerre-d-algerie-revelations-sur-l-usage-de-gaz-toxiques-armes-speciales_6122029_3212.html

Australie/Nouvelle-Zélande/Timor-Leste. *Four Corners*, un programme télévisé documentaire australien sur ABC TV, a obtenu des témoignages de onze membres du *Special Air Service* néo-zélandais qui ont accusé un officier des forces spéciales australiennes d'avoir “brutalisé les cadavres de deux miliciens à la suite d'un violent échange de tirs au Timor oriental en 1999” pendant les opérations de maintien de la paix. *Four Corners* a également obtenu un rapport interne de la police fédérale australienne sur l'incident et le journal d'un avocat néo-zélandais du lendemain de l'incident. L'affaire a été “enquêtée comme un meurtre après la police fédérale australienne ... convenu avec les enquêteurs militaires que les blessés avaient peut-être été abattus à bout portant dans un acte de vengeance. L'officier a été acquitté; les « archives judiciaires restent supprimées”. <https://www.abc.net.au/news/2022-04-04/sas-soldier-east-timor-militia-new-zealand-witness-four-corners/100920254>

Guerre des Balkans. *BIRN* a annoncé la publication de sa nouvelle “base de données de faits jugés sur la guerre de 1992-5 en Bosnie” qu’il “a conçue comme un outil pédagogique qui contrera également les récits révisionnistes et la négation du génocide”. Un journaliste du BIRN a déclaré que “l’un des objectifs de cette base de données est de rassembler en un seul endroit tous les crimes établis par les verdicts du tribunal de La Haye, mais sans nommer les auteurs concrets”.

<https://balkaninsight.com/2022/04/06/birn-presents-database-as-tool-to-educate-and-counter-revisionism/>

Éthiopie/Pays-Bas. Après la cabale qui a renversé l’empereur éthiopien Haile Selassie en 1974, le groupe militaire Derg a pris le pouvoir et trois ans plus tard a déclenché la “Terreur rouge” contre ses rivaux. Eshetu Alemu, membre du Derg, a réussi à déménager aux Pays-Bas en 1990 où il a été arrêté en 2015, jugé et condamné en 2017 à la prison à vie pour “75 meurtres, 6 cas de torture et 320 détentions arbitraires dans des conditions cruelles et dégradantes”, a rapporté *justiceinfo.net*. Il a fait appel. Le procès initial utilisait des photographies du dossier du bureau du procureur spécial d’Éthiopie sur Alemu (il y avait été condamné par contumace en 2000) et des copies de listes de décès, mais lors de l’appel, les procureurs disposaient d’éléments de preuve supplémentaires “le dossier contient des copies de 22 lettres, ordonnances, listes et rapports portant chacun le nom et/ou l’autographe d’Alemu”. L’audience d’appel s’est terminée en avril; le verdict est attendu le 8 juin. https://www.justiceinfo.net/en/91309-times-ticking-ethiopia-red-terror-trial-netherlands.html#utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_campaign=Newsletter-EN-25-04-to-29-04-2022

Finlande/Libéria/Sierra Leone. Le tribunal finlandais qui a jugé le Sierra-léonais Gibril Massaquoi pour “meurtre, viol aggravé, crimes de guerre aggravés et violation des droits de l’homme” dans la guerre civile du Libéria de 1999-2003 l’a acquitté de toutes les charges. Les juges ont estimé que les preuves étaient insuffisantes, a rapporté l’ONG *Civitas Maxima*. Écrivant pour *justiceinfo.net*, Thierry Cruvellier, journaliste spécialisé dans les questions de justice pénale internationale, a déclaré : “L’expertise historique, la connaissance intime du contexte des événements est toujours le talon d’Achille des tribunaux internationaux et des juridictions nationales exerçant la compétence universelle. . . Mais jamais un procès ne s’est autant éloigné des recherches des historiens, des faits connus et documentés”. Lansanna Gberie, une intellectuelle sierra-léonaise, a écrit sur *justiceinfo.net* que bien que le dossier d’enquête ait compté “des milliers de pages”, l’enquêteur en chef finlandais “n’avait consulté aucun expert au Libéria ou en Sierra Leone”. Désormais, Massaquoi, qui, selon Gberie, a commis des “crimes odieux” en Sierra Leone et au Libéria “avant que les crimes présumés pour lesquels il était accusé ne soit commis”, sera financièrement indemnisé par la Finlande pour l’avoir maintenu en détention pendant deux ans. https://www.justiceinfo.net/en/91464-acquittal-massaquoi-reality-check-finnish-justice.html#utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_campaign=Newsletter-EN-25-04-to-29-04-2022; <https://civitas-maxima.org/2022/04/29/reasonable-doubt-gibril-massaquoi-acquitted/>; https://www.justiceinfo.net/en/91667-massaquoi-acquittal-what-has-it-wrought.html?mc_cid=85600bd57a&mc_cid=cac5f32aeb#utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_campaign=Newsletter-EN-02-05-au-06-05-2022

Gambie/Allemagne. Le procès de Baboucar “Bai” Lowe, un Gambien et “ancien pilote avoué” pour le groupe de frappe connu sous le nom de “Junglers”, s’est déroulé à Celle, en Allemagne. Il est accusé de trois chefs de crimes contre l’humanité pour avoir été impliqué dans deux meurtres et une tentative de meurtre. Selon *justiceinfo.net*, la commission Vérité gambienne récemment achevée “a également appelé à la poursuite de Bai Lowe dans le meurtre de 59 migrants ouest-africains en 2005 - un crime de masse au sujet duquel Lowe a donné beaucoup de détails lors d’entretiens antérieurs - et des groupes ont appelé les autorités allemandes à enquêter sur ce massacre”. https://www.justiceinfo.net/en/91253-gambian-dictatorship-crimes-trial-in-germany.html#utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_campaign=Newsletter-EN-25-04-to-29-04-2022

Grenade/Royaume-Uni. Une nouvelle exposition, fondée sur des recherches commandées par la Banque d’Angleterre, a été inaugurée au musée de la Banque, a rapporté le *Guardian*. Au début des années 1770, la propriété de deux plantations et de 599 personnes à la Grenade est passée à la Banque après qu’une société n’a pas remboursé ses prêts; la Banque a ensuite vendu les plantations et les habitants en 1790. Le chercheur a utilisé les archives de la Banque pour découvrir les détails; un inventaire de 1788 pour l’une des plantations montrait “un prix en livres sterling pour la valeur de la personne”. Les noms des 599 esclaves “occupent une place centrale dans l’exposition gratuite”.

<https://www.theguardian.com/world/2022/apr/15/bank-of-england-owned-599-slaves-in-1770s-new-exhibition-reveals>

Haïti/États-Unis. Le président haïtien Jovenel Moïse a été tué en juillet 2021. Quatre juges ont été, dans l’ordre, nommés pour “superviser l’enquête” sur l’affaire, mais un mois après sa nomination, “le juge

Merland Belabre n'a pas encore reçu les dossiers de l'affaire”, a rapporté le *Washington Post*. L'ONG *National Human Rights Defence Network* a déclaré que “les enquêteurs n'ont pas été autorisés à accéder aux bases de données cruciales de l'État sans explication ;” cependant, le *Post* a réussi à obtenir “un dossier de la police haïtienne” sur l'affaire. <https://www.msn.com/en-us/news/world/haiti-s-assassination-probe-has-stalled-the-us-one-is-advancing/ar-AAW18dK>

État islamique/Royaume-Uni/États-Unis. Un tribunal fédéral américain a condamné El Shafee Elsheikh, “un militant britannique accusé d'être membre de la cellule de l'État islamique connue sous le nom de Beatles”, pour avoir tué quatre citoyens américains en Syrie en 2014-2015, a rapporté le *New York Times*. Après l'accord du procureur général des États-Unis de l'époque en 2020 de renoncer à la peine de mort, “la Grande-Bretagne a finalement partagé des preuves clés dans l'affaire, y compris des échanges de courriels entre M. Elsheikh et sa famille”. Pour le fond, voir *Nouvelles GADH*, août et septembre 2020. <https://worldnewsera.com/news/science/tardigrades-can-hitch-hike-on-snails-to-travel-longer-distances/>

Israël/Liban/Palestine. Un avocat du Mossad, l'agence de renseignement israélienne, “a déclaré lundi à la Haute Cour de justice que l'agence avait du mal à localiser des documents historiques dans ses archives concernant les liens entre l'agence et les milices chrétiennes libanaises qui ont perpétré des massacres dans deux camps de réfugiés palestiniens en Liban en 1982”, a rapporté *Haaretz*. L'affaire a été portée par “des dizaines de militants des droits de l'homme” à la recherche des dossiers. Le président du tribunal saisi de l'affaire a qualifié la plainte du Mossad d’“étrange”, soulignant que le Mossad est légalement tenu de conserver les documents qui doivent être ouverts au public après 90 ans. “L'hypothèse est que jusqu'à ce que les 90 ans se soient écoulés, vous devez préserver le matériel - alors qu'est-ce que cela signifie qu'il vous est difficile de les localiser?” Une deuxième partie de l'article rapporte qu'une affaire récemment réglée permet aux Archives d'État de continuer à retarder la publication des documents dont la restriction a expiré en 1999 jusqu'à ce que les documents soient examinés par le censeur militaire. <https://www.haaretz.com/israel-news/premium-israel-s-mossad-can-t-find-docs-on-1982-lebanon-massacre-lawyer-tells-court-1.10721596>

Israël/Palestine. Quelques jours après que le piratage par Pegasus des téléphones des militants palestiniens des droits de l'homme a été rendu public, l'ONG Addameer Prisoner Support and Human Rights Association, “une organisation palestinienne qui travaille à faire progresser les droits des prisonniers par la documentation, l'assistance juridique, le plaidoyer local et international, et la formation et la sensibilisation”, et cinq autres organisations de la société civile palestinienne ont été désignées comme “organisations terroristes” par le ministère israélien de la Défense. Au terme d'un long entretien avec l'ONG MENA Prison Forum, le directeur d'Addameer a expliqué que son “bureau a été perquisitionné à plusieurs reprises”, au cours desquelles les forces de sécurité israéliennes “ont volé nos ordinateurs ; nos caméras ; nos dossiers, ce qui est très ridicule car ce sont des dossiers que nous avons copiés de leurs tribunaux militaires”. Le 25 avril, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a publié un communiqué de presse déclarant que douze experts des droits de l'homme de l'ONU “ont appelé la communauté internationale à prendre des mesures immédiates et efficaces pour protéger et soutenir les six groupes de la société civile palestinienne qui ont été désignés comme ‘organisations terroristes’ par le gouvernement israélien en octobre 2021”. Les experts ont déclaré : “La désignation inquiétante par Israël de ces organisations comme ‘organisations terroristes’ n’a été accompagnée d’aucune preuve publique concrète et crédible”. Pour le contexte, voir *Nouvelles GADH*, Novembre 2021. https://www.menaprisonforum.org/observer_detail/10/; <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/04/israelpalestine-un-experts-call-governments-resume-funding-six-palestinian>

Libye/États-Unis. En novembre 2018, une frappe aérienne américaine dans le sud-ouest de la Libye a tué onze hommes, que les États-Unis ont qualifiés de membres d'Al-Qaïda au Maghreb islamique et leurs familles disent qu'ils n'étaient pas impliqués. Un frère d'une victime, un représentant de la communauté touareg, et trois ONG (Reprieve, le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains et l'italien Rete Italiana Pace e Disarmo) ont déposé une plainte pénale contre le commandant de la base aérienne italienne de Sigonella en Sicile, où se trouve la base aérienne américaine, demandant au procureur italien de déterminer si le commandant “a rempli son devoir d'empêcher les opérations militaires américaines contraires à la loi italienne, ou celles qui mettent clairement la vie en danger”, a rapporté *The Intercept*. https://theintercept.com/2022/04/03/libya-airstrike-civilian-deaths-lawsuit/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Guerres du Moyen-Orient. *The Intercept* a également rapporté que lorsqu'en 2015, les “militaires américains prévoient une frappe aérienne sur une usine de fabrication de bombes de l'État islamique en Irak, ils n'ont pas suffisamment envisagé la possibilité d'explosions secondaires de munitions stockées là-bas”, selon “des courriels et d'autres documents d'enquête ... dans 73 pages d'évaluations post-grève de l'attaque de Hawija” qui ont été obtenues par le *New York Times* par le biais de la *Freedom of Information Act*. “L'usine de bombes de la ville de Hawija aurait contenu plus de 18 000 kilogrammes de matières explosives” et des explosions secondaires ont tué au moins 85 civils, auraient blessé 500 personnes ou plus et auraient endommagé 1 200 entreprises et endommagé ou détruit 6 000 maisons, selon un rapport de chercheurs néerlandais. Les États-Unis avaient “approuvé” l'attaque, mais la frappe réelle “a été sous-traitée à deux F-16 néerlandais”. https://theintercept.com/2022/04/08/isis-bomb-factory-iraq-pentagon-airstrike/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Rwanda/Royaume-Uni. Le Rwanda et le Royaume-Uni ont signé un accord selon lequel les migrants “arrivant par petit bateau à travers la Manche seraient transportés par avion avec un billet aller simple pour le Rwanda” et en retour, le Rwanda recevra “un montant initial de 120 millions de livres” en tant que “fonds de transformation et intégration économiques”, a rapporté le *Guardian*. Un cabinet d'avocats britannique a demandé au ministère de l'Intérieur de divulguer “des informations concernant la politique”, y compris des documents la décrivant, des évaluations des risques et le protocole d'accord signé par les gouvernements britannique et rwandais”. <https://www.theguardian.com/politics/2022/apr/27/pri-patel-faces-legal-challenge-over-rwanda-asylum-seeker-plan>

Arabie Saoudite/Turquie. “Avec l'approbation du ministère turc de la Justice, un tribunal d'Istanbul ... a décidé de transférer le procès pour le meurtre en 2018 du dissident saoudien Jamal Khashoggi à l'Arabie saoudite”, a rapporté *BIRN*. Khashoggi a été assassiné par des agents saoudiens à l'intérieur du consulat saoudien à Istanbul. En 2019, l'Arabie saoudite a condamné huit hommes pour leur rôle dans le meurtre, et “les responsables saoudiens ont précédemment déclaré qu'ils considéraient leur procès comme le dernier mot”. Les défenseurs des droits de l'homme ont condamné la décision, affirmant qu'elle met fin à “tout espoir de justice dans cette affaire”. <https://balkaninsight.com/2022/04/07/turkey-hands-khashoggi-murder-trial-to-saudi-arabia/>

Nouvelles nationales

Afghanistan. Les ONG *Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED), qui suit les violences politiques et les événements de protestation dans le monde, et *Afghan Peace Watch*, un “observatoire local des conflits”, ont publié un rapport sur “les défis de l'approvisionnement en données en Afghanistan dans les sept mois après la prise du pouvoir par les talibans”. <https://acleddata.com/2022/04/14/tracking-disorder-during-taliban-rule-in-afghanistan-a-joint-acledd-and-apw-report/>

Argentine. “Le 19 juillet 1924, quelque 130 policiers et éleveurs armés sont descendus sur les résidents protestataires de la soi-disant réserve indigène de Napalpi où les Qom et les Mqoit vivaient dans des conditions de semi-esclavage, forcés de travailler dans les champs de coton », a signalé le *Buenos Aires Times*. Le massacre a tué entre 300 et 500 personnes, mais aucun “procès traditionnel” n'a eu lieu. Aujourd'hui, un “procès pour la vérité” est en cours, la première fois que l'Argentine traduit en justice un acte de génocide contre des peuples autochtones. L'objectif, a déclaré le président du tribunal, “ne cherche pas à répartir la responsabilité pénale”, mais a plutôt pour objectif de “connaître la vérité”, “de panser les blessures” et “de générer une prise de conscience afin que ces violations des droits de l'homme ne soient jamais répétées”. Les archivistes fourniront des documents des archives nationales comme preuve. Merci à Mariana Nazar pour les informations. <https://www.batimes.com.ar/news/argentina/landmark-napalpi-massacre-trial-begins-in-argentina-98-years-after-indigenous-killings.phtml>

Brésil. La Cour suprême fédérale a ordonné la remise au professeur Carlos Fico de 10 000 heures d'enregistrements audio des tribunaux militaires spéciaux des années 1970, a rapporté *Merco Press*. “Parmi les enregistrements audio se trouve celui du général d'armée Rodrigo Octavio, juge à la Cour militaire suprême, qui, le 24 juin 1977, admet que les forces armées ont commis des actes de torture, en désignant notamment une femme qui a fait une fausse couche après avoir été soumise à des séances de torture”. Répondant à la révélation, le vice-président brésilien et général à la retraite Hamilton Mourao

“a déclaré que les crimes commis sous le régime militaire du pays (1964-1985) ne peuvent pas faire l'objet d'une enquête car “tous ces gens sont morts”. <https://en.mercopress.com/2022/04/19/brazilian-vp-says-torturers-of-military-regime-cannot-stand-trial-they-re-dead>

Un rapport de l'Association Hutukara Yanomami a indiqué que l'extraction d'or sauvage dans la réserve Yanomami a augmenté de 46% en 2021, pour atteindre 3 272 hectares (8 085 acres), a rapporté l'AFP. Le rapport était fondé sur des images satellites et des entretiens ; les chiffres officiels indiquent que “l'exploitation minière a détruit un record de 125 km² (48 miles carrés) de l'Amazonie brésilienne l'année dernière”. <https://www.aljazeera.com/news/2022/4/11/illegal-mining-abuses-surge-on-indigenous-land-in-brazil-reporty>

Paulo Basta, chercheur principal au centre de recherche biomédicale Fiocruz, a analysé les données du service de santé indigène du ministère de la Santé, SECAI. Il a découvert que “lors d'une explosion d'exploitation minière sauvage dans les années 1980, le nombre de cas de paludisme dans le pays est passé à plus de 500 000 par an, contre environ 100 000 par an au cours de la décennie précédente”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Encore une fois, les “cas de paludisme parmi les peuples autochtones Yanomami vivant en Amazonie brésilienne ont augmenté de plus de 700 % au cours de la dernière décennie à mesure que l'extraction illégale d'or s'intensifie”, et les cratères créés par la déforestation sont “des conditions idéales pour la propagation du paludisme, une maladie transmise par les moustiques qui se développent dans l'eau stagnante”. <https://news.trust.org/item/20220401092712-hy3sz/>

L'ONG MapBiomas, un “réseau de scientifiques, d'organisations à but non lucratif, d'universités et d'entreprises technologiques”, utilise des données satellitaires pour suivre la déforestation illégale et publie des cartes montrant “la couverture forestière, l'utilisation de l'eau, les sites miniers, etc. ”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Dans un partenariat entre MapBiomas et Banco do Brasil, “les propriétaires de terres où la perte d'arbres est détectée sont signalés par la banque comme des déboiseurs potentiels”, envoyant une alerte à toutes les agences bancaires, et “si un déboiseur potentiel sollicite plus tard un prêt agricole, “l'agriculteur” devra fournir un document prouvant que le défrichement était légal”. https://news.trust.org/item/20220406135051-ut6cr/?utm_campaign=new-climate&utm_medium=newsletter&utm_source=topPicks&utm_content=link2&utm_contentItemId=20220406135051-ut6cr

MapBiomas a également publié une étude montrant que “les images satellites ne laissent aucun doute sur le fait que les peuples autochtones ralentissent la destruction de l'Amazonie”, avec environ 70 % de la zone déboisée perdue au cours des 30 dernières années sur des terres privées et seulement 1,6 % sur des terres autochtones, a rapporté *Al Jazeera*. De manière alarmante, selon les données de l'Institut national de recherche spatiale (INPE) de “janvier à mars, la déforestation en Amazonie brésilienne a augmenté de 64% par rapport à il y a un an, pour atteindre 94 100 hectares (232 526 acres)”. <https://www.aljazeera.com/news/2022/4/19/indigenous-lands-block-deforestation-in-brazil-new-study-finds?emci=c906ce3f-b5c0-ec11-997e-281878b83d8a&emdi=46cd402b-b6c0-ec11-997e-281878b83d8a&ceid=4606001>

Burkina Faso. Un tribunal militaire a jugé que l'ancien président Blaise Compaoré était coupable d'atteinte à la sûreté de l'État, de complicité dans le meurtre de son prédécesseur Thomas Sankara et de dissimulation d'un cadavre, a rapporté Reuters. Il a été condamné par contumace à la prison à vie, tout comme deux de ses anciens associés, tandis que huit autres accusés ont été condamnés à des peines de prison plus courtes et trois ont été déclarés innocents. Pour le contexte, voir *Nouvelles GADH*, Mars 2020. <https://www.reuters.com/world/africa/burkina-fasos-former-president-compaore-sentenced-life-prison-over-sankara-2022-04-06/>

Canada. CBC News a rapporté que 200 boîtes d'archives trouvées dans les casiers de stockage de Yellowknife et de Vancouver font maintenant l'objet d'“examens judiciaires et internes fédéraux distincts pour déterminer leur lien avec les pensionnats”. Le matériel semble inclure des dossiers “ autrefois détenus par Résolution des questions des pensionnats indiens Canada ”, des copies papier des dossiers des pensionnats indiens, des dossiers des écoles non résidentielles liés aux Premières Nations et des documents universitaires accessibles au public. <https://www.cbc.ca/news/indigenous/records-miller-review-1.6428192>

Chine. Selon un nouveau rapport du *U.S. Woodrow Wilson Center*, “plus de 5 500 Ouïghours en dehors de la Chine ont été ciblés par Pékin, frappés par des cyberattaques et des menaces contre des membres de leur famille qui restent en Chine, et plus de 1 500 Ouïghours ont été détenus ou forcés à retourner en Chine pour faire face à l'emprisonnement et à la torture en garde à vue”, a rapporté NBC News. La “

répression transnationale” a eu lieu dans 44 pays. Le rapport est fondé sur une base de données construite par des chercheurs de l'ONG *Uyghur Human Rights Project* et de l'Oxus Society for Central Asian Affairs, qui “ont sélectionné des reportages et des documents gouvernementaux et mené des entretiens avec des Ouïghours pour compiler la liste complète des cas documentés de persécution à l'extérieur de la Chine”. https://www.nbcnews.com/news/world/chinese-government-hunting-uyghurs-world-help-surprising-countries-rcna24987?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=220425

Colombie. Les 27 et 28 avril, la Juridiction spéciale pour la paix (JEP), le tribunal spécial de justice transitionnelle de Colombie, a tenu une audience publique dans la ville septentrionale d'Ocana. Dix anciens militaires ont fait face aux familles des proches d'hommes assassinés par les militaires pendant la guerre civile et faussement revendiqués comme rebelles (cas de “faux positifs”). La JEP avait reconnu les dix hommes coupables, et dans le cadre de la procédure de condamnation, ils devaient affronter les familles des victimes, a expliqué *justiceinfo.net*. Ils ont reconnu 120 exécutions extrajudiciaires, 24 disparitions forcées et une tentative d'assassinat en 2007-2008. Un homme a décrit avoir pris des documents aux personnes tuées “afin qu'elles puissent disparaître sans laisser de trace », tandis qu'un autre “a raconté comment il avait falsifié des rapports de renseignement”, un troisième a expliqué que son rôle était de “rédiger des documents qui donnaient un vernis de légalité à ces fausses opérations” et un quatrième a dit qu'il “se souciait seulement que sa documentation sur les opérations militaires, même si c'était un mensonge, ait l'air bien”.

Dans un article pour *justiceinfo.net*, la chercheuse Adriana Rudling a expliqué les chiffres largement contradictoires de 2017 et les objectifs variés des registres sur les disparitions forcées. Elle a conclu que “la clarification publique des registres et des chiffres en Colombie, comme l'a demandé le Comité des Nations Unies sur les disparitions forcées, réduirait la méfiance historique envers l'État en augmentant la transparence”. https://www.justiceinfo.net/en/90970-what-behind-numbers-disappeared-colombian-armed-conflict.html?mc_cid=7e5d88e557&mc_cid=cac5f32aeb#utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter-EN-18-04-to-22-04-2022

Égypte. Ayman Hadhoud, un économiste bien connu, “faisait des recherches sur des sujets politiquement délicats comme le rôle de l'armée dans l'économie avant de disparaître sous la garde des forces de sécurité du pays début février”, a rapporté le *New York Times*. Le *Times* a obtenu des photographies de son corps à la morgue, prises subrepticement après l'autopsie, qui semblaient montrer “des blessures au haut du corps qui auraient pu être causées par des coups et des brûlures”. La famille a reçu un certificat de décès avec une date de décès du 5 mars, bien qu'ils n'aient été convoqués pour récupérer le corps que le 9 avril et que son rapport d'autopsie n'ait pas été publié. <https://banoyi.com/questions-over-death-of-ayman-hadhoud-an-egyptian-economist-299262.html>

Salvador. Un syndicat de la police affirme qu'il existe “des quotas d'arrestations quotidiennes dans le cadre de la répression gouvernementale contre les gangs de rue”, a rapporté *AP*. Un représentant syndical a déclaré que “les commandants disent aux officiers de faire de fausses déclarations contre certains qui ont été arrêtés, mais qui n'ont rien à voir avec les gangs”. <https://abcnews.go.com/International/wireStory/union-el-salvador-police-pressured-meet-arrest-cuotas-84040356?emci=fef03773-32bb-ec11-997e-281878b83d8a&emdi=6b974a77-33bb-ec11-997e-281878b83d8a&ceid=4606001>

Éthiopie. Dans un rapport conjoint inhabituel d'Amnesty International et de *Human Rights Watch*, les organisations “ont constaté que depuis novembre 2020 dans le Tigré occidental, les autorités civiles et les forces de sécurité régionales d'Amhara, avec l'assentiment et la participation éventuelle des forces fédérales éthiopiennes, ont commis de nombreux abus graves dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique contre la population civile tigréenne qui constitue des crimes contre l'humanité ainsi que des crimes de guerre. Le rapport est fondé sur 427 entretiens entre décembre 2020 et mars 2022, ainsi que sur des rapports médicaux, des analyses médico-légales, des images satellite, des documents judiciaires, des décisions officielles du gouvernement, des rapports gouvernementaux, “des informations recueillies par d'autres experts crédibles et des enquêteurs indépendants sur les droits de l'homme” et quelques vidéos “vérifiables” ... <https://www.hrw.org/report/2022/04/06/we-will-erase-you-land/crimes-against-humanity-and-ethnic-cleansing-ethiopia#>

Comme enregistré dans les établissements de santé du Tigré, entre juin de l'année dernière et le 1er avril, à l'exception du Tigré occidental qui est sous contrôle Amhara, au moins 1 200 enfants de moins de 5 ans sont morts de malnutrition, a rapporté *AP*. https://apnews.com/article/health-africa-united-nations-ethiopia-1f759673ee7fb86c4a94d3f8dc711437?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=925f379df1-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-925f379df1-149736437

France. L'Association des Archivistes de France (AAF), l'Association d'Histoire Contemporaine (H2C) et l'Association Josette et Maurice Audin ont rendu public leur bilan d'impact de la loi du 30 juillet 2021 et du décret du 21 mars 2022 sur l'accès aux archives. Ils ont affirmé qu'écrire l'histoire politique est devenu très compliqué, en raison de la durée incertaine de la fermeture des archives, alors qu'écrire l'histoire des politiques et des services de sécurité est désormais “tout simplement impossible”. <https://www.archivistes.org/Communique-de-presse-des-paroles-et-des-actes>

Guatemala. Lorsque son père a disparu à l'âge de 32 ans, Ana Isabel Bustamante n'était pas encore née. Aujourd'hui, Bustamante et sa famille ont déposé une plainte auprès du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, lui demandant, pour la première fois, “d'enquêter sur les disparitions forcées au Guatemala”, a rapporté le *Guardian*. Bustamante a réalisé un film sur la disparition en 2018, dans lequel elle “cherchait des traces” de son père dans “des photos, des vidéos, des lettres, les souvenirs de sa mère et l'ancienne maison familiale”. Quelque 40 000 personnes restent disparues au Guatemala de la guerre civile qui s'est terminée en 1996. <https://www.theguardian.com/world/2022/apr/27/emil-bustamante-lopez-disappeared-guatemala-military-dictatorship>

Kosovo. L'ONG *Humanitarian Law Center Kosovo* a publié un rapport indiquant qu'un seul acte d'accusation avait été déposé en 2021 pour crimes de guerre commis lors du conflit de 1998-1999 et que seuls deux suspects avaient été arrêtés, avec cinq affaires en cours devant les tribunaux, a rapporté *BIRN*. Le chef du département des crimes de guerre du parquet spécial du Kosovo a déclaré que plus de 1 000 affaires de crimes de guerre sont en cours mais, bien que le procès par contumace soit légal, les procureurs “ne peuvent pas déposer d'actes d'accusation dans les cas où nous n'avons pas la présence de l'auteur” parce que “les verdicts sont quasiment inapplicables” si la personne est absente <https://balkaninsight.com/2022/04/04/kosovo-criticised-for-slow-progress-in-prosecuting-war-crimes/>

Mexique. Rendant compte de sa visite de novembre 2021, le Comité des Nations Unies sur les disparitions forcées a déclaré : “Le crime organisé est devenu l'un des principaux auteurs de disparitions au Mexique, avec divers degrés de participation, d'acquiescement ou d'omission de la part des fonctionnaires”, l'impunité étant “la norme”. Le registre national des personnes disparues ou non localisées a enregistré plus de 95 000 personnes comme disparues fin novembre 2021, dont 40 000 se sont ajoutées au cours des cinq dernières années. <https://hchr.org.mx/wp/wp-content/uploads/2022/04/Informe-de-visita-a-MX-del-Comite-contrala-Desaparicion-Forzada-abril-2022.pdf>; <https://www.theguardian.com/world/2022/apr/12/organized-crime-corrupt-officials-mexico-enforced-disappearances-un>

Un rapport de l'ONG *Article 19* indique que “les attaques contre la presse au Mexique ont augmenté de 85% depuis l'entrée en fonction du président Andres Manuel Lopez Obrador, ce qui en fait la période la plus meurtrière pour les journalistes depuis le début des enregistrements”, a rapporté le *Guardian*. “En 2021, il y a eu 664 attaques documentées, soit l'équivalent d'une toutes les 14 heures ;” début avril, huit journalistes ont été tués cette année. <https://articulo19.org/negacion/>; <https://www.theguardian.com/media/2022/apr/05/attacks-press-mexico-lopez-obrador-presidency-report>

Nicaragua. La répression s'est poursuivie, a déclaré *Crisis Watch* : “Le mécanisme de reconnaissance des prisonniers politiques du Nicaragua, le 5 avril, a déclaré qu'au moins 181 opposants politiques étaient toujours détenus pour des raisons politiques, certains depuis 2018 ; le réseau régional de la société civile *Voces del Sur 13 april* a fait état d'au moins 103 attaques contre la liberté de la presse en mars ; le Parlement a annulé le 20 avril les pouvoirs légaux de 25 ONG, au moins 164 ont été annulés depuis novembre 2018”. <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Pologne. Les archivistes de l'Institut pour la Mémoire nationale (IPN) ont passé 15 années à faire concorder les documents déchirés des dossiers de la police secrète communiste, a rapporté *Notes from Poland*. Ils ont reconstitué “6 714 unités d'archives” à partir de 267 sacs, dont “125 mètres de dossiers et 170 mètres de fiches”. “Le recouplement des fichiers reconstitués avec les noms des 470 000 personnes

qui ont soumis des déclarations de lustration a permis de fournir de nouveaux éléments à six affaires judiciaires”, a déclaré l'IPN. https://notesfrompoland.com/2022/04/15/like-a-jigsaw-puzzle-polish-archivists-piece-together-shredded-communist-secret-police-files/?fbclid=IwAR1t5WqS4UXX6Bf9aoh2MWAAbEGq23zDczPVLvnnlQ_1-CEWM_C6zN90r5zU

Russie. Reuters a déclaré qu'un site Web d'information juridique du gouvernement a publié une proposition du ministère russe de la Défense “selon laquelle les proches des soldats tués en Ukraine devraient s'adresser aux militaires plutôt qu'aux autorités civiles pour obtenir des indemnités, imposant un niveau supplémentaire de secret autour de ses pertes de guerre. La Russie classe déjà les morts militaires comme des secrets d'État, même en temps de paix”. <https://www.reuters.com/world/europe/russia-defence-ministry-seeks-greater-secrecy-military-deaths-ukraine-2022-04-20/>

“Le ministère russe de la Justice a déclaré ... il avait révoqué l'enregistrement de 15 organisations étrangères, dont *Amnesty International* et *Human Rights Watch*”, a rapporté *Reuters*. Neuf organisations allemandes, trois américaines et une britannique, polonaise et suisse ont été incluses. On ne sait pas ce qu'il adviendra de leur propriété, y compris les archives sur place. <https://www.reuters.com/world/europe/russia-revokes-registration-amnesty-human-rights-watch-ministry-2022-04-08/>

Rwanda. Ibuka, principale association de rescapés du génocide de 1994, trie et numérise ses archives, en partenariat avec les entités françaises Mémorial de la Shoah et l'EHESS (Ecole des Hautes Études en sciences sociales). Ibuka enregistre également, en partenariat avec l'ONG britannique Aegis Trust, des témoignages de survivants, a rapporté *RFI*. https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20220406-rwanda-les-archives-de-l-association-de-rescap%C3%A9s-du-g%C3%A9nocide-des-tutsis-ibuka-num%C3%A9ris%C3%A9es?utm_source=ICA+Members+and+contacts+Newsletter&utm_campaign=9deabdc3eb-EMAIL_Newsletter_APR_2022&utm_medium=email&utm_term=0_84a7f06290-9deabdc3eb-225732189

Afrique du Sud. Dans un effort pour lutter contre la xénophobie, un groupe d'universitaires spécialistes de la migration a publié un article utilisant des informations de *Statistics South Africa* pour “contrer les suggestions erronées selon lesquelles il y a des dizaines de millions de migrants sans papiers en Afrique du Sud”. Sur une population d'environ 60 millions d'habitants en 2021, *Stats SA* a estimé qu'environ 3,95 millions d'habitants sont nés à l'extérieur du pays et qu'environ 853 000 personnes ont immigré entre 2016 et 2021. https://theconversation.com/xenophobia-is-on-the-rise-in-south-africa-scholars-weigh-in-on-the-migrant-question-181288?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1650010948-1

Syrie. L'ONG *Syria Justice and Accountability Center* (SJAC) a publié un rapport intitulé “*Unearthing Hope: The Search for the Missing Victims of ISIS*” documentant “152 sites dans le nord de la Syrie que l'ISIS a utilisés pour détenir des personnes entre 2013 et 2017”. Pour rechercher les schémas d'arrestation et de détention de l'État islamique, le SJAC a mené plus de 250 entretiens et “analysé 277 documents internes de l'État islamique qui ont été rassemblés par un militant local indépendant dans les bureaux administratifs abandonnés de l'État islamique à Tabqa, dans le gouvernorat de Raqqqa. La majorité de ces documents internes concernaient directement les schémas d'arrestation et de détention de l'EI. Le SJAC a également examiné les précédents reportages des médias locaux et la documentation sur les droits de l'homme concernant l'appareil sécuritaire et judiciaire de l'État islamique. Le SJAC a suivi le rapport avec un article utile sur les “leçons apprises” lors de l'utilisation de l'imagerie satellite pour enquêter sur les charniers. <https://syriaaccountability.org/unearthing-hope-the-search-for-the-missing-victims-of-isis/>
<https://syriaaccountability.org/mass-graves-using-satellite-imagery/>

Une vidéo d'une unité militaire syrienne tuant 41 hommes a été trouvée sur un ordinateur portable militaire par un “milicien débutant » syrien et passée clandestinement hors de Syrie, d'abord à un militant de l'opposition en France, puis à deux chercheurs à Amsterdam, a rapporté le *Guardian*. Les chercheurs ont décidé d'identifier et de localiser l'officier dirigeant les meurtres. Ils ont créé une page Facebook avec un pseudonyme et ont commencé à recruter des responsables de la sécurité syrienne pour discuter avec la chercheuse, affirmant qu'elle était une “chercheuse étudiant le régime syrien pour sa thèse”. Après avoir identifié l'officier, discuté avec lui et l'avoir enregistré, les chercheurs “ont remis les vidéos et leurs notes, comprenant des milliers d'heures d'entretiens, aux procureurs des Pays-Bas, d'Allemagne et de France”. https://www.theguardian.com/world/2022/apr/27/massacre-in-tadamon-how-two-academics-hunted-down-a-syrian-war-criminal?CMP=share_btn_tv

Royaume-Uni. Les Archives nationales ont annoncé qu'elles publieront en ligne les décisions des cours et tribunaux des cours supérieures d'archives - la Cour suprême, la Cour d'appel, la Haute Cour et les tribunaux supérieurs - dans un nouveau service appelé "Trouver la jurisprudence". "Le premier recueil d'arrêts et de décisions en totalisera 50 000 datant de 2003 pour les jugements des tribunaux et de 2015 pour les décisions des tribunaux". <https://www.nationalarchives.gov.uk/about/news/the-national-archives-to-publish-court-judgments/>

Dans un essai d'opinion pour la Fondation Thomson Reuters, un professeur d'université, un Pair travailliste et un Pair conservateur qui avait travaillé pour obtenir l'adoption de la loi de 2022 sur la police, la criminalité, la détermination de la peine et les tribunaux a écrit que "les records officiels qui perdurent pour les personnes reconnues coupables de , ou ayant reçu un avertissement pour les infractions impliquant des relations sexuelles entre personnes de même sexe qui seraient aujourd'hui tout à fait légales ... ont continué à nuire à la vie des personnes qui vivent encore aujourd'hui et sont une insulte à la mémoire de ceux qui sont morts". Ils ont déclaré que la loi "modifiera les programmes de mépris et de pardon en Angleterre et au Pays de Galles pour englober le large éventail d'infractions pénales et de discipline de service abrogées qui réglementaient autrefois les activités sexuelles entre personnes de même sexe qui seraient légales aujourd'hui". L'impact de la loi sur les dossiers eux-mêmes n'était pas clair. <https://news.trust.org/item/20220428123937-w6gc2/>

États-Unis. La Cour d'appel du neuvième circuit des États-Unis a statué que "la suppression de données accessibles au public sur Internet ne constitue pas une violation". Exprimant les réponses contradictoires à la décision, *TechCrunch* a écrit : "Sans une décision en place, des projets de longue date visant à archiver des sites Web qui ne sont plus en ligne et à utiliser des données accessibles au public pour des études universitaires et de recherche [auraient] été laissés dans les limbes juridiques. Mais il y a eu des cas flagrants de grattage Web qui ont suscité des problèmes de confidentialité et de sécurité". https://techcrunch.com/2022/04/18/web-scraping-legal-court/?fbclid=IwAR05kxDI2FKcfQKCmePVZIJqhoj7bfU6hPb4Glaxkjk_mqv0c6nGqyy7qFE

L'Université de Harvard a publié son rapport sur Harvard et l'héritage de l'esclavage. "Grâce à des recherches dans les archives de l'Université de Harvard et dans plusieurs bibliothèques de Harvard, dont la bibliothèque Houghton et la bibliothèque Schlesinger de l'Institut Radcliffe sur l'histoire des femmes en Amérique, ainsi que dans les collections de la *Massachusetts Historical Society*, du *Boston Athenaeum*, de l'*American Philosophical Society*, la bibliothèque de l'Université du Michigan et le *Schomburg Center for Research in Black Culture* de la New York Public Library, entre autres dépôts, ce rapport documente des vérités désormais incontestables : au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, la vente et la traite d'êtres humains en esclavage - et les industries enracinées dans le travail des femmes, des hommes et des enfants réduits en esclavage étaient omniprésentes dans le monde, constituaient une partie vitale de l'économie de la Nouvelle-Angleterre et ont puissamment façonné l'Université de Harvard. Les dirigeants, les professeurs, le personnel et les bienfaiteurs de Harvard ont réduit en esclavage des personnes, dont certaines travaillaient à l'université; ont accumulé des richesses grâce à la traite des esclaves et au travail des esclaves ; et défendu l'institution de l'esclavage". <https://legacyofslavery.harvard.edu/report/introduction-and-findings>

Lectures recommandées.

Teresa Carr, "Pourquoi les chercheurs veulent un accès plus large aux données des médias sociaux," *Undark*: https://undark.org/2022/04/18/why-researchers-want-broader-access-to-social-media-data/?utm_source=Undark%3A+News+%26+Updates&utm_campaign=e4c57f9337-EMAIL_CAMPAIGN_2022_04_15_07_16&utm_medium=email&utm_term=0_5cee408d66-e4c57f9337-176036617

Larissa Fast, "Partage de données entre organisations humanitaires et donateurs : vers une compréhension et une articulation des pratiques responsables," *Norwegian Centre for Humanitarian Studies*: <https://www.humanitarianstudies.no/resource/data-sharing-between-humanitarian-organisations-and-donors/>

S'il vous plaît partagez des nouvelles avec nous! trudy@trudypeterson.com Pour voir les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme remercie le magazine d'archives italien en ligne Il Mondo degli Archivi d'avoir géré la distribution de SAHR News. Pour vous abonner aux News, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette Newsletter est publiée sous licence *Creative Commons*. N'hésitez pas à le diffuser davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)